

TERMES DE RÉFÉRENCE

Recrutement d'un.e consultant.e pour la formation et mobilisation des OSC locales et des professionnel.les des médias sur les cadres normatifs relatifs à la liberté d'expression et au droit d'accès à l'information en lien avec l'égalité de genre au Maroc.

DESCRIPTIF DU PROJET	<p>Le projet "Houqouq wa Moussawat 2" vise à renforcer l'engagement de la société civile et des médias en faveur des droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression, le droit d'accès à l'information et l'égalité de genre, au Maghreb. Malgré des avancées législatives, ces principes peinent à être pleinement appliqués, tandis que les restrictions à l'espace civique et les violences de genre en ligne persistent.</p> <p>Mis en œuvre par un consortium formé de 4 partenaires, le projet s'appuie sur une approche participative et inclusive. Il vise à améliorer la compréhension et l'engagement des professionnel.les des médias et des jeunes sur ces enjeux, tout en favorisant la production et la diffusion d'outils concrets pour défendre les droits fondamentaux.</p>
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	<p>L'évaluation de la phase 1 du projet a mis en évidence la nécessité de poursuivre la formation des organisations de la société civile (OSC) locales des jeunes journalistes et des professionnel.les des médias sur les cadres normatifs relatifs à la liberté d'expression et au droit d'accès à l'information, avec un accent particulier sur l'égalité de genre.</p> <p>Dans ce cadre, la Coalition ISRAR organise un atelier de deux jours destiné à 20 acteurs et actrices de la société civile et parties prenantes impliqué.e.s dans la promotion des droits des femmes et de l'accès à l'information.</p> <p>Cette formation vise à développer leurs compétences pour une meilleure diffusion de l'information relative aux réformes législatives en cours, notamment la révision du Code de la famille et du Code pénal au Maroc.</p>

	<p>Un suivi post-formation sera assuré pour appuyer les participant.e.s dans la mise en place d'actions concrètes, telles que la production de contenus journalistiques sur les réformes législatives en cours, l'organisation de débats publics et d'ateliers de sensibilisation au sein des communautés locales.</p>
<p>OBJECTIFS DE LA CONSULTATION</p>	<p>L'objectif principal de cette mission est de concevoir et animer une formation permettant aux OSC et aux jeunes journalistes¹ de mieux comprendre les enjeux de la liberté d'expression, du droit d'accès à l'information et leur impact sur l'égalité de genre au Maroc. Les objectifs spécifiques sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concevoir un module de formation adapté aux OSC et jeunes journalistes • Assurer l'animation de l'atelier de formation de deux jours. • Accompagner les participant.e.s dans la mise en place d'actions post-formation, notamment à travers un mentorat ciblé en production de contenu journalistique, en élaboration de micro-projets de plaidoyer ou en animation de campagnes de sensibilisation.. • Produire un guide pratique synthétisant les informations essentielles de la formation. Ce guide servira de référence pour les participant.e.s en récapitulant les principales thématiques abordées lors de la formation. Il inclura des fiches explicatives sur les cadres législatifs liés à la liberté d'expression et au droit d'accès à l'information, des recommandations pratiques pour produire du contenu journalistique sur ces sujets, ainsi que des méthodologies pour la mise en place d'initiatives locales de sensibilisation
<p>RÉSULTATS ATTENDUS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un module de formation pertinent et adapté est conçu. • Un atelier de formation de deux jours est organisé. • 20 participant.e.s formé.e.s, dont au moins 50% de femmes. • Un suivi est réalisé pour accompagner les participant.e.s dans l'application des connaissances acquises. • Un guide pratique est rédigé et remis aux participant.e.s.

¹ Le terme "jeunes journalistes" désigne à la fois les professionnel.le.s des médias en début de carrière et les étudiant.e.s en journalisme engagés dans des initiatives de production de contenus, les journalistes ne disposant pas de carte professionnelle, les journalistes des radios associatives et des médias alternatives ...Etc

<p>PROFIL DU OU DE LA CONSULTANT.E</p>	<p>Le ou la consultant.e devra posséder les compétences et expériences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expertise en droit, sciences politiques, communication ou tout autre domaine pertinent. • Expérience avérée sur les thématiques liées aux droits humains, la liberté d'expression, l'accès à l'information, et l'égalité de genre. • Bonne maîtrise des réformes législatives en cours au Maroc en lien avec l'égalité de genre. • Expérience précédente dans la mise en place d'actions de formation pour les OSCs et des journalistes • Expérience en accompagnement de projets et en suivi post-formation. • Excellentes capacités de communication et de vulgarisation des contenus juridiques.
<p>MÉTHODOLOGIE ET LIVRABLES</p>	<p>Le ou la consultant.e proposera une approche adaptée aux besoins des participant.e.s, comprenant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Conception du module de formation en élaborant un document présentant les thématiques, la méthodologie pédagogique et les supports de formation. 2. Animation de l'atelier de formation de deux jours de formation interactive. 3. Suivi post-formation à travers l'appui aux participant.e.s dans la conception et la mise en œuvre d'actions concrètes, telles que : 4. La production de contenus journalistiques (articles, podcasts, vidéos) sur la liberté d'expression, l'accès à l'information et l'égalité de genre 5. Élaboration d'un guide pratique récapitulant les points clés abordés. 6. Rapport final sous forme d'une synthèse des activités menées, évaluation des acquis et recommandations.
<p>DURÉE ET LIEU DE LA MISSION</p>	<p>La mission sera étalée sur une durée de 14 jours de travail à compter de la date de signature du contrat.</p>
<p>MODALITÉS DE CANDIDATURE</p>	<p>Les consultant.e.s intéressé.e.s sont invité.e.s à soumettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un CV détaillé mettant en avant les compétences et expériences pertinentes.

	<ul style="list-style-type: none">• Une note méthodologique présentant l'approche proposée pour la mission.• 2 lettres de référence.• Une offre financière précisant les coûts de la prestation. <p>Les candidatures doivent être envoyées avant le 30 avril 2025 à minuit à l'adresse suivante : coalitionisrar@gmail.com Seules les candidatures présélectionnées seront contactées.</p>
--	--